

Mutinerie en RDC : Kinshasa met en cause le Rwanda

@rib News, 09/06/2012 - Source AFP La République démocratique du Congo, en proie à une mutinerie dans l'armée dans l'Est depuis mai, a affirmé samedi que 200 à 300 mutins ont été recrutés au Rwanda qui « a servi la préparation d'une conspiration », en accusant son voisin de « passivité ». « Le territoire du Rwanda a servi la préparation perpétration d'une conspiration qui, après avoir commencé comme une simple mutinerie, a évolué dangereusement vers un schéma de rupture de la paix entre deux pays de la région des Grands lacs », a déclaré le porte-parole du gouvernement congolais Lambert Mende lors d'une conférence de presse à Goma, la capitale du Nord-Kivu.

Selon M. Mende, parmi les mutins dirigés par le général Bosco Ntaganda et le colonel Sultani Makenga « se sont trouvés quelque 200 à 300 éléments recrutés sur le territoire du Rwanda par un réseau actif dans ce pays voisin ». « Plusieurs combattants ainsi recrutés sont des ressortissants rwandais. Infiltrés en RDC, ils ont subi un entraînement sommaire avant d'être déployés contre les Forces armées de la RDC (FARDC) », dans le parc national des Virunga, au Nord-Kivu, frontalier avec l'Ouganda et le Rwanda, où les mutins sont retranchés, a-t-il précisé. « Le gouvernement congolais dénonce la passivité des autorités rwandaises face à des atteintes graves à la sécurité de la RDC, ourdies à partir de leur territoire », a ajouté M. Mende. Il s'agit d'un « problème sérieux nécessitant une action d'urgence dans la synergie entre les États de la région des Grands lacs dans leur lutte contre les forces négatives », a-t-il déclaré. « Ce déplorable développement a été au centre de toutes les réunions bilatérales des experts congolais et rwandais qui se tiennent depuis quelques jours », a précisé M. Mende. Ces informations sur la présence de Rwandais recrutés au Rwanda étaient connues depuis la fuite récente d'un rapport interne de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), qui avait recueilli et interrogé 11 mutins déserteurs. Elles avaient été confirmées en détail par un rapport de l'ONG Human Rights Watch (HRW). L'ONG affirmait que le général Ntaganda avait reçu le soutien de responsables militaires rwandais qui l'avaient approvisionné en armes et munitions et lui avaient fourni 200 à 300 recrues venues du Rwanda, dont des civils enrôlés de force et des mineurs. Kigali avait réagi avant même la publication officielle du rapport de HRW, estimant que « les mots irresponsables de lobbies comme Human Rights Watch ne sont pas moins dangereux que des balles ou des machettes ». « Qui bénéficie de l'instabilité continue dans l'est de la RDC? Pas le peuple rwandais, pas le peuple congolais », a écrit dans un communiqué la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. « Les premiers bénéficiaires sont les terroristes du FDLR qui se nourrissent de l'insécurité », avait ajouté la ministre. Les rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) sont actifs dans l'Est de la RDC. Le général Ntaganda et le colonel Makenga étaient, comme la majorité des mutins, des ex-combattants du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), une rébellion tutsi-congolaise intégrée dans les FARDC après un accord de paix le 23 mars 2009 avec Kinshasa. Différents rapports, notamment d'experts de l'ONU, avaient accusé le Rwanda de soutenir le CNDP. Les mutins se déclarent du M23 (Mouvement du 23 mars), créé par le colonel Sultani début mai après les déflections, et revendiquent la pleine application des accords de 2009, notamment en ce qui concerne leur intégration. Ils dénoncent des problèmes de salaires, de nourriture, de santé, d'obtention de grades et de fonctions. Le M23 a toujours nié farouchement tout lien avec Ntaganda, recherché depuis 2006 par la Cour pénale internationale (CPI) pour enrôlement d'enfants soldats au début des années 2000 quand il était dans une autre milice. Il nie également être soutenu par le Rwanda. Depuis mi-mai, les mutins résistent aux attaques fréquentes des FARDC contre leurs positions dans le parc des Virunga. M. Mende a déclaré que le gouvernement n'envisageait pas de négociations avec les mutins ni avec aucun des groupes armés, locaux ou étrangers comme les FDLR, présents dans le Nord et le Sud-Kivu. Les violences déclenchées par la mutinerie et le regain d'activité des groupes armés dans la région ces dernières semaines ont forcé plus de 100.000 personnes à fuir leur foyer, et plus de 20.000 autres à se réfugier au Rwanda et en Ouganda.